

Centre d'Information de la Résistance d'Afrin



Bulletin hebdomadaire des nouvelles d'Afrin

5

08.03.2018 - 15.03.2018

Le Centre d'information de la Résistance d'Afrin donne des informations directes depuis Afrin même. Depuis le 26 janvier 2018, nous reportons au jour le jour l'invasion et les crimes de guerre de l'Etat turc ainsi que la résistance des populations d'Afrin. Ceci est le résumé hebdomadaire des évolutions de la situation à Afrin et autour d'Afrin.

Suivez les nouvelles en temps réel sur Twitter : [@ICafrinresist](https://twitter.com/ICafrinresist)

Site internet : <https://icafrinresist.wordpress.com>

Contact:

Email: ic.afrinresistance@gmail.com

Téléphone : 00963-998-113-029

Introduction

Avec la défaite de l'Etat islamique en Syrie et particulièrement après la libération de Raqqa à l'Octobre 2017, l'Etat turc a intensifié ses menaces et attaques sur la Fédération Démocratique du Nord de la Syrie. Dans ce contexte, la guerre d'invasion turque sur Afrin a commencé le 20 janvier, transgressant le droit international et la souveraineté de son pays voisin. L'armée turque a déclenché cette guerre en coopération avec des groupes djihadistes issus des rangs de l'Armée Syrienne Libre (ASL). Beaucoup d'entre-eux sont des membres d'Al-Qaida ou de l'Etat islamique.

Les développements de la semaine passée à Afrin

Depuis 55 jours, le peuple résiste à la deuxième plus grande armée de l'OTAN. Bien qu'un cessez-le-feu de 30 jours ait été annoncé par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 24 février pour toute la Syrie, l'armée turque a jour après jour intensifié ses attaques contre la population d'Afrin. Au total, plus de 232 civils ont été tués par les agressions turques^[2]. Après que le Conseil de sécurité a réitéré son appel à l'application de la résolution 2401 le 7 mars, aucun changement dans la ligne de la Turquie n'a pu être noté. Au lieu de cela, Erdogan a souligné une fois de plus que l'armée turque poursuivra les attaques pour effectuer un nettoyage ethnique et occuper toute la région d'Afrin - y compris la ville d'Afrin.

Guerre et situation humanitaire

La situation à Afrin s'est tendue et est devenue extrêmement dangereuse au cours de la dernière semaine. Au nord et à l'est de la ville, une partie des forces de l'armée turque sont arrivées à moins de 2 km de la ville. Le barrage de Meydanke, qui détient la principale ressource en eau de toute la région, a été à nouveau attaqué et la route a été coupée. Par conséquent, depuis le 8 mars, toute la population d'Afrin vit sans arrivée d'eau.^[3] Depuis le 6 mars, le signal téléphonique avait été coupé suite aux destructions des antennes par l'armée turque. Il y a des problèmes d'approvisionnement réguliers des aliments de nutrition infantile et des fournitures médicales ainsi que du pain, car les boulangeries sont également devenues une cible principale.

Pour comprendre la situation, il est nécessaire de prendre en compte le fait qu'en raison des exodes depuis leurs villages, la majorité de la population de la région d'Afrin vit maintenant à l'intérieur de la ville. En raison des attaques et des combats continus, ils ont été forcés de quitter leurs maisons et de chercher refuge à l'intérieur de la ville. Chaque jour, des centaines, voire des milliers de personnes de la périphérie atteignent le centre-ville d'Afrin. La ville est devenue extrêmement peuplée, abritant plus de 850 000 personnes. Plusieurs familles vivent dans la même maison.

En raison de l'intensification des bombardements aériens et d'artillerie sur le centre-ville, une partie de la population a également quitté la ville d'Afrin pour se rendre dans le canton de Shehba, situé au sud-est du canton d'Afrin et faisant également partie de la Fédération du nord de la Syrie.

Depuis le 10 mars l'armée turque a commencé des attaques importantes contre le centre-ville et sa population. Il y a constamment plusieurs drones qui tournent autour de toute la zone. Cela témoigne du fait que ces attaques contre le centre-ville civil sont bien coordonnées et qu'aucune cible n'est touchée par "accident". Par ces attaques aériennes continues et des attaques d'artillerie lourde, l'armée turque tente de pousser la population résistante hors de la ville. Dans la nuit du 15 mars, les maisons des civils dans la ville d'Afrin ont été directement attaquées, causant plus de 11 morts et de nombreux blessés. La mairie, dans le centre-ville, a également été détruite par des bombardements. Pendant les heures d'écriture de ce bulletin, il y a eu de nombreuses frappes aériennes et des bombardements ciblant directement la ville, frappant en particulier les quartiers de Mahmoudiye et d'Eshrefiye. On ne sait toujours pas combien de personnes ont été blessées ou tuées par ces attaques.

Les ambulances de l'ONG humanitaire du Croissant Rouge du Kurdistan, qui ont tenté d'évacuer les corps de 5 civils tués dans le village de Marate, ont également été attaquées par des avions de chasse turcs le 12 mars.^[4] Un groupe de civils qui tentaient de rentrer chez eux est également devenu une cible directe pour l'armée turque, qui a tué au moins 9 d'entre eux dans le village de Bedina.

En outre, au cours des derniers jours, de nombreuses vidéos enregistrées par les forces djihadistes soutenues par la Turquie ont été diffusées sur Internet. Ils déclarent ouvertement que si les «Kurdes infidèles» ne se convertissent pas à leurs croyances islamistes, ils les décapiteront tous.^[5] Un commandant connu de l'Organisation Etat Islamique a également été tué par le SDF dans le district de Shera.^[6] Cela montre une fois de plus quel est le passé des forces de substitution de l'État turc.

Ce à quoi nous assistons est une dangereuse menace de génocide sur la population multiculturelle et multireligieuse d'Afrin.

De cette manière, l'état turc implémente son plan qui consiste à changer la démographie de la région en y installant des personnes issues d'autres parties de la Syrie et des familles des combattants jihadistes à Afrin, en leur promettant la nationalité turque, des "nouvelles maisons" et de l'argent.

Résistance du peuple d'Afrin

Bien que de nombreuses personnes soient parties vers le canton de Shehba, environ 500.000 personnes d'Afrin vivent toujours à l'intérieur de la ville. Ils et elles refusent de quitter leurs terres, sachant qu'une fois qu'ils les abandonneraient, l'Etat turc les occupera et qu'ils ne pourront jamais revenir.

Le peuple d'Afrin et les convois de solidarité venus de toutes les régions du nord de la Syrie, ainsi que toutes les régions kurdes de Turquie, d'Irak et d'Iran mais aussi du Liban et des volontaires internationalistes ont mené de nombreuses actions de «bouclier humain». Ces actions sont de grands rassemblements très visibles pour protéger les villages et les quartiers contre les attaques de l'armée turque et les terres contre l'occupation. Mais l'armée turque a continué à bombarder les zones où ces manifestations de masse ont eu lieu.

En même temps, les convois de solidarité continuer d'arriver, prouvant qu'il est possible d'atteindre Afrin alors que l'état turc essaye de répandre l'information que la ville aurait déjà été complètement encerclée.

Afin d'organiser l'alimentation et l'approvisionnement en eau de la population, l'Auto-administration Démocratique et les communes d'Afrin organisent avec des camions l'approvisionnement, en direction de tous les quartiers.

De plus, beaucoup de gens donnent du sang pour aider les blessés.

Solidarité avec Afrin

Au cours de la dernière semaine sur tous les continents du monde entier, les manifestations de solidarité avec Afrin ont augmenté en nombre et en qualité. Différentes actions comme des marches, des blocus, des déploiements de banderoles, des peintures et des grèves de la faim ont été menées afin d'attirer l'attention sur la menace de génocide à Afrin et de soutenir la résistance. Dans la région kurde d'Iran, les gens sont aussi descendus dans la rue malgré la répression de l'État.

À l'occasion de la Journée internationale de lutte des femmes, un convoi de femmes s'est rendu à Afrin et a participé à de nombreuses actions de boucliers humains ainsi qu'à la manifestation du 8 mars. Ceci constitue un signe important de la solidarité des femmes dans toutes les conditions pour le monde entier.

Deux autres convois de solidarité de la région de Cizire, ainsi qu'une délégation de 25 représentants de différents partis politiques et organisations du Kurdistan du Sud se sont rendus à Afrin pour soutenir la résistance.

Déclarations et analyses

En général, nous pouvons voir que le conflit entre les États-Unis et la Russie influence les positions de tous les acteurs étatiques. L'impression que ces puissances veulent se diviser la Syrie devient évidente, prenant l'Euphrate comme nouvelle frontière de démarcation. Bien que la légitimité de la guerre contre Afrin soit mise en question internationalement à de nombreux niveaux et que des crimes de guerre et des meurtres de civils soient ouvertement connus, aucune union étatique ou état n'intervient.

Lors d'une conférence de presse du Département d'État américain le 8 mars, il a été déclaré une fois de plus que les Forces Démocratiques Syriennes étaient une formidable force de combat, sans laquelle il n'aurait pas été possible de remporter des succès contre l'Organisation État Islamique comme à Raqqa.^[7] Mais il n'y a aucune approche qui consisterait à combattre l'Organisation État Islamique parmi les lignes turques, ni de lutter contre ces mêmes pratiques de meurtre des civils menées par l'armée turque elle-même. Un seul commentaire a été fait le 12 mars, disant que les États-Unis interviendraient si l'ONU ne le faisait pas. Cela a été directement répondu par la Russie avec une menace de contre-attaque dans un tel cas. Cela montre une fois de plus que la zone attribuée aux États-Unis est située à l'est de l'Euphrate, alors que la Russie définit déjà l'ouest de l'Euphrate comme son territoire.

Le service scientifique du parlement allemand a déclaré qu'ils auraient de sérieux doutes sur l'argumentation d'Ankara affirmant qu'ils auraient attaqué Afrin pour des "raisons de protection": "Il n'y a aucune preuve concrète d'une attaque armée qui légitimerait le droit de défense." ^[8] Malgré cela, le 15 mars le gouvernement allemand a une fois de plus approuvé des exportations d'armes de l'Allemagne vers la Turquie.

Le ministre français des Affaires étrangères a déclaré que les agressions de la Turquie sont illégales. En outre, l'ancien président François Hollande a exigé une zone d'exclusion aérienne pour Afrin. Mais sur le plan pratique jusqu'à présent, aucune mesure n'a été prise de la part du gouvernement français.

Le Parlement du Mercosur s'est déclaré solidaire des populations touchées par les attaques de l'armée turque et des milices djihadistes. Il a appelé à la cessation des attaques et à la fermeture de l'espace aérien.

Rami Abdulrahman, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, a déclaré qu'au cas où l'ONU n'interviendrait pas pour arrêter le massacre de civils par l'armée turque, la situation se terminerait par un grand massacre et une catastrophe humanitaire. En outre, l'OSDH accuse la Turquie d'avoir poussé les djihadistes en Syrie.

L'ambassadeur syrien auprès des Nations Unies, Bashar Jaafari, a également déclaré que le gouvernement turc avait contribué à l'armement des terroristes et au financement de leurs activités. De plus, il a rappelé qu'un camp de formation militaire avait été établi sur le territoire turc et que leur accès aux armes chimiques avait été facilité.

Une proposition de résolution commune et symbolique du Parlement européen a demandé au gouvernement turc de retirer ses troupes d'Afrin et d'arrêter l'opération. De graves inquiétudes quant à l'escalade de la situation à Afrin ont été exprimées.

Aujourd'hui, le 15 mars à Paris, un tribunal populaire a commencé à mettre à jour les crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis contre les Kurdes par l'Etat turc sous le gouvernement Erdogan. Dans ce cadre, la guerre de la Turquie contre Afrin est aussi à l'ordre du jour du tribunal.

En général, nous sommes confrontés à l'inaction internationale contre la guerre menée par la Turquie à Afrin et l'invasion unilatérale du territoire d'un autre pays par un membre de l'OTAN. Cette approche ne peut être évaluée que comme une acceptation de ces violations des lois internationales. Alors que les peuples et sociétés civiles du monde entier se soulèvent pour Afrin, les États ignorent le droit international, les droits humains ainsi que les valeurs d'humanité et de démocratie.

Sources et informations complémentaires

[1] Dossier: <https://icafrinresist.wordpress.com/2018/02/06/which-are-the-jihadist-groups-attacking-afrin-and-the-forces-behind-them/> ;

Dossier: <https://icafrinresist.files.wordpress.com/2018/02/radical-factions-and-isis-members-participating-in-afrin-invasion.pdf>

[2] Selon la déclaration du Conseil de la Santé du canton d'Afrin du 12 mars, pendant les 52 premiers jours de l'opération d'invasion turque sur le canton d'Afrin, 232 civils ont été massacrés, parmi eux 35 enfants et 29 femmes, tandis que 668 civils, dont 90 enfants et 100 femmes ont été blessés. Liste du Croissant Rouge du Kurdistan, des civils tués entre le 24 février et le 6 mars :

<https://de.scribd.com/document/373596399/Kantonun-Verileri-Ate%C5%9Fkesten-Sonra>

[3] https://www.youtube.com/watch?v=s-rv0H_yrzQ

[4] Reporté par la co-représentante du Croissant Rouge du Kurdistan Jamila Hame

[5] https://twitter.com/Mekut_Mallet/status/972962491788492801;

<http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/syria-civil-war-assad-regime-turkey-afrin-kurds-eastern-ghouta-us-allies-militia-a8252456.html>

[6] <https://twitter.com/kurdistannews24/status/972877023722049536>

[7] Briefing du Département d'Etat du 8/3/2018 <https://www.youtube.com/watch?v=AwzinahA4-w>

[8] <https://www.bundestag.de/blob/546854/07106ad6d7fc869307c6c7495eda3923/wd-2-023-18-pdf-data.pdf>